

Première victoire après la grève des femmes

ÉGALITÉ Le Conseil des Etats ne suit pas sa commission et s'aligne sur le Conseil fédéral pour approuver des valeurs indicatives de représentation des femmes à la tête des entreprises cotées en bourse

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

Grâce à une alliance entre le PS et le PDC et à l'appui unanime des Romands, le Conseil des Etats a approuvé l'introduction de valeurs indicatives pour les femmes dans le cadre de la réforme du droit de la société anonyme: 30% dans les conseils d'administration des entreprises cotées en bourse et 20% dans leurs directions.

Les femmes avaient tout à craindre de ce débat. La Commission des affaires juridiques de la Chambre haute avait en effet décidé – à une courte majorité il est vrai – de rogner le projet du Conseil fédéral approuvé par le Conseil national voici exactement un an. Elle prônait une demi-mesure en ne concédant qu'un seuil de représentation dans les conseils d'administration, mais pas dans les directions.

Sourds et aveugles à la grève des femmes, les partisans de ce «compromis du compromis» ont fait comme s'il ne s'était rien passé le 14 juin. Andrea Caroni (PLR/AR) a tenté d'imiter Andrea Gmür-Schönenberger (PDC/LU), qui voici un an avait déclamé un poème de 40 vers plein d'humour. Mais l'avocat appenzellois n'a fait rire personne. Il s'est même plu à ne parler que de «quotas», alors que la loi ne prévoit que des «seuils de représentation» non contraignants.

Des sénateurs sous haute surveillance

Les femmes ont vite passé à la contre-attaque. Sur la forme d'abord: «Votre poème me fait penser à ces hommes qui offrent des bouquets de fleurs à leur épouse lorsqu'ils ont mauvaise conscience», a raillé Anita Fetz (PS/BS). Sur le fond ensuite: «La Suisse fait pâle figure dans les



Durant les débats au Conseil des Etats, plusieurs conseillères nationales ont pris place au fond de l'hémicycle. On voit aussi ici le conseiller aux Etats Andrea Caroni (PLR/AR) et sa collègue Anne Seydoux-Christe (PDC/JU), qui a rappelé que les femmes occupaient 21% des postes dans les conseils d'administration, et 9% dans les directions. (PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

rankings internationaux», a remarqué Anne Seydoux-Christe. La Jurassienne du Parti démocrate-chrétien, seule membre de la Commission juridique du sénat, a pris la tête des opérations pour ramener le Conseil des Etats sur le chemin du Conseil fédéral. Elle a rappelé quelques chiffres édifiants: à l'heure actuelle, les femmes n'occupent que 21% des postes dans les conseils d'administration, et même 9% seulement dans les

directions. «Il est donc juste et légitime de légiférer», a-t-elle conclu.

L'importance d'écouter la rue

Les hommes se sont faits discrets dans ce débat. Ont-ils été impressionnés par la dizaine de conseillères nationales qui avaient pris place au fond de l'hémicycle, histoire de rappeler la décision de la Chambre basse? Toujours est-il que les élus UDC,

tous favorables à une loi la plus inoffensive possible, n'ont pas pris la parole. Au Parti démocrate-chrétien, il n'est resté que le Valaisan Beat Rieder pour plaider pour la solution minimaliste. Evitant soigneusement de parler de la grève des femmes, il a souligné que le matin même, l'Assemblée fédérale venait de nommer une femme au Tribunal fédéral sur la base de ses seules compétences. «Le projet du Conseil fédéral est une immix-

tion dans la liberté entrepreneuriale», a-t-il encore déploré.

Au PDC, ce sont les hommes progressistes qui ont marqué le débat, à commencer par Konrad Graber (LU), qui a rappelé que la Suisse faisait déjà face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et qu'il était temps d'aider les femmes à crever le plafond de verre auquel elles continuent de se heurter. «Evitons donc de prendre une demi-mesure aujourd'hui.» Quant à Beat Von-

lanthen (FR), il a insisté sur l'importance d'écouter la colère de la rue qui s'est exprimée le 14 juin. «Entériner la proposition de la majorité de notre commission serait une claque pour les femmes», a-t-il noté.

Même discours dans la bouche de Christian Levrat, le président du Parti socialiste suisse, qui a déploré au passage la «mauvaise influence» de l'association faitière Economiesuisse dans la révision de cette loi. Pour lui, il est important de donner le signal que les femmes ont été entendues et d'apaiser les tensions qui sont apparues lors de cette grève. «Cette réforme est décisive pour le vivre-ensemble et pour la cohésion de notre société», a-t-il précisé.

«La Suisse fait pâle figure dans les rankings internationaux»

ANNE SEYDOUX-CHRISTE, CONSEILLÈRE AUX ÉTATS (PDC/JU)

Au terme de ce débat d'une heure, la prestation de Karin Keller-Sutter (PLR) était très attendue. La successeuse de Simonetta Sommaruga (PS) à la tête du Département fédéral de justice et police (DFJP), qui avait fui les manifestantes vendredi dernier en sortant de la séance du Conseil fédéral, a assuré l'essentiel: rappeler que cette réforme était «raisonnable» et avertir que cette question ne devait pas devenir un casus belli menaçant l'entier de la réforme de la société anonyme. Message reçu cinq sur cinq: le Conseil des Etats s'est rangé sur la ligne du Conseil fédéral à une majorité de 27 voix contre 13. ■

L'étrange message de Raiffeisen pour les 40 ans du Jura

FRONTIÈRES Une publicité bancaire parue dans «Le Quotidien jurassien» suscite l'ire des francophones bernois. Gros raté marketing sur fond de tensions régionales

BORIS BUSSLINGER
@BorisBusslinger

«Du lac de Bière aux portes de la France», déclame la première strophe de *La Rauracienne*, l'hymne jurassien. Une vision rêvée du Jura réunifié qui est désormais chose faite, grâce à Raiffeisen. Afin de souhaiter un joyeux quarantième anniversaire au canton, la banque s'est offert une pleine page de pub dans *Le Quotidien jurassien* de mercredi. Le problème: l'annonce montre une carte du canton englobant l'entièreté du Jura bernois. «Raiffeisen construit avec vous le Jura de demain», souligne la réclame. La prémonition n'a pas été du goût de tout le monde.

«L'impérialisme jurassien»

«Quand les banques Raiffeisen jurassiennes font de la politique et crachent au visage du Jura bernois», s'est emporté sur Facebook le conseiller national Manfred Bühler (UDC/BE), son représentant sous la coupole fédérale. «La région a décidé en 2013 par 72% des voix de ne pas envisager un canton en commun avec le Jura», a rappelé l'UDC, fustigeant le «militantisme primaire des banquiers jurassiens»: «On se croirait à l'assemblée générale du Mouvement autonomiste jurassien!» vitu-

père-t-il, promettant de «demander des explications en haut lieu» pour cet «affront». Plusieurs dizaines d'internautes l'y encouragent, dénonçant une image «scandaleuse», «provocatrice», «inadmissible» et «impérialiste».

«Une banque qui se dit régionale, qui connaît le contexte politique et qui prétend être à l'écoute de sa clientèle fait ici une grosse erreur stratégique», analyse un autre arpenteur du web. Contacté, le porte-parole de Raiffeisen, Philippe Thévoz, a tout d'abord semblé emprunté, visiblement pas informé de l'opération marketing en cours dans le Jura. Après quelques minutes de flottement, l'explication tombe: c'est une grosse maladresse. «La carte se réfère à la fédération jurassienne des banques Raiffeisen, qui réunit les établissements du Jura et du Jura bernois, explique le communicant. Il n'y a bien entendu pas la moindre intention politique là-dedans.»

Une publicité pas mauvaise pour tout le monde

Catastrophique du point de vue marketing, la bourde de la banque saint-galloise n'aura pas fait que des malheureux. Les lacunes historiques de l'entreprise auront permis à Manfred Bühler de montrer à ses électeurs qu'il veillait au grain: «Merci à vous pour votre engagement», loue justement l'un d'entre eux sur les réseaux sociaux, «cela fait plaisir d'avoir un conseiller national qui défend notre petit coin de pays». ■

MAIS ENCORE

Task force FIFA
Au lendemain de la récusation du procureur général Michael Lauber par le Tribunal pénal fédéral, le Ministère public de la Confédération annonce de premières mesures. Ainsi, les enquêtes sur la FIFA seront désormais confiées au procureur général adjoint Jacques Rayroud. **ATS**

Genève
Le système de vote électronique genevois ne sera plus proposé lors de scrutins. Initialement prévu pour février 2020, l'arrêt de l'exploitation de CHVote est immédiat. Ce canal de vote ne sera donc pas disponible pour les élections fédérales. **ATS**

Vaud veut devenir le Player One du jeu vidéo suisse

INVESTISSEMENT Le canton a lancé son premier appel à projets destiné à soutenir la production de jeux vidéo, un art qui occupe une place de choix dans l'industrie du divertissement

NOÉMIE PRALAT

Le canton de Vaud étend sa politique culturelle aux jeux vidéo. Un appel à projets qui encourage la création dans cette discipline court jusqu'au 26 juillet prochain. A la clé, 50000 francs seront partagés entre les projets les plus originaux, artistiques, aboutis d'un point de vue technique et pouvant être commercialisés.

Pour Cesla Amarelle, la conseillère d'Etat chargée de la Formation et de la Culture, à l'origine du projet, il s'agit de montrer que Vaud innove en matière de production vidéoludique. «Nous sommes, semble-t-il, le premier canton à lancer un tel appel à projets, affirme la magistrate socialiste. Je crois au potentiel du jeu vidéo comme source de connaissances et de réflexion.»

Pro Helvetia, l'incubateur du jeu vidéo suisse

Pro Helvetia a saisi le potentiel de croissance de l'industrie

vidéoludique. Depuis 2010, la fondation dédie de nombreux projets à la dynamiser et à accroître sa compétitivité. Chaque année, elle envoie des membres des studios de développement représenter la scène suisse du jeu vidéo dans une vingtaine d'événements autour du globe, dans le cadre de Swiss Games. A la Game Developers Conference de San Francisco, l'événement de référence qui s'est tenu en mars dernier, la Suisse a brillé par son approche épurée du design et le public a été conquis par ses jeux simples mais soignés.

Former de jeunes développeurs

Du design à la programmation, la création de jeux vidéo mobilise de nombreux domaines techniques. Des écoles d'art suisses comme la HEAD, l'ECAL ou encore la ZHDK ont lancé des programmes de formation, tandis que les Ecoles polytechniques fédérales de Lausanne et Zurich restent les terrains les plus fertiles pour les développeurs informatiques.

De grands noms de l'industrie du divertissement virtuel sont nés en Suisse. Zurich est ainsi le siège de Giants Software, dont le

jeu Farming Simulator atteint des chiffres record de vente partout dans le monde. Le Schaffhouseis Urban Games se distingue dans le jeu de simulation économique Transport Fever. Lausanne n'est pas en reste, avec le studio Ozwe Games, pionnier de la réalité virtuelle, qui s'y développe depuis 2008.

Les intérêts des producteurs de jeux vidéo suisses sont bien défendus. L'Association suisse des développeurs de jeux vidéo (SGDA), qui compte aujourd'hui plus de 200 membres, œuvre pour que les développeurs bénéficient d'une attention politique plus soutenue. Il s'agit d'assurer la visibilité d'une industrie dynamique, qui doit rester en vie face aux géantes chinoises, américaines et japonaises.

Un divertissement en plein boom

Selon les derniers chiffres de l'Idate, un think tank européen spécialisé dans l'audiovisuel, l'industrie vidéoludique mondiale pourrait bien atteindre un chiffre d'affaires de 127 milliards de francs à la fin de l'année. En Suisse, cette branche a enregistré en 2018 un produit de 276 millions. ■